

CTL du 12 janvier 2012.
Déclaration liminaire des syndicats CGT, FO et USSTS
de la Seine-Saint-Denis.

Ce Comité Technique Local est réuni aujourd'hui afin de traiter notamment de la question centrale des emplois dans la direction.

Si cette réunion est inédite en cela qu'elle inaugure de nouvelles modalités de fonctionnement, il n'en va pas de même, hélas, pour ce qui est du fond et des logiques des décisions imposées.

Depuis 2002, ce sont plus de **180 000** emplois qui auront été détruits au niveau de la fonction publique et près de 25 000 dans les seuls services de la DGFIP.

Au delà du non-sens économique de cette saignée qui procède d'une analyse purement dogmatique, ses conséquences sont désastreuses à tous égards.

Education nationale, santé, transports, protection des consommateurs, sécurité ; aucun secteur n'est épargné et partout les reculs de services publics accompagnent la précarisation des populations sans pour autant que les comptes publics ne voient leur situation s'améliorer.

Au plus près des agents de la DGFIP, la destruction, année après année, de milliers de postes de travail va de pair avec l'amoncellement à marche forcée des réformes. L'augmentation exponentielle des charges de travail parallèle à la diminution des moyens, induit la généralisation d'un pilotage à court terme, sur la base d'objectifs parcellaires et sur le tempo d'un management démoralisant et dévalorisant.

Ces réformes concourent d'abord à générer de nouvelles suppressions de postes et inévitablement ensuite à les accompagner et à colmater les brèches.

Toutes sont donc immanquablement viciées dès leur conception.

Quels que soient les alibis avancés et les arguties développées, que l'on parle de supposés gains de productivité ou de simplifications, de dématérialisation ou de « réingéniering des process », la vérité nue éclate chaque jour dans chaque structure et sur chaque poste.

La dégradation des conditions de travail et d'exercice des missions conduit à la perte de sens et de cohérence, alimentant encore davantage la mise à mal du dialogue social et professionnel.

Notre direction n'est pas épargnée ; elle paie en effet son tribut sur l'autel du démantèlement des services publics et de la baisse des prélèvements des plus fortunés.

56 suppressions nettes d'emplois nous sont aujourd'hui annoncées pour septembre, 63 dans la catégorie C qui s'ajouteront aux centaines déjà comptabilisées. **Nous aurons perdu ainsi 260 emplois au 01/09 depuis 2004.**

Nous savons bien entendu, et depuis bien des années maintenant, que la Seine-Saint-Denis n'est pas une « république autonome » malgré ses spécificités.

Nous l'avons bien compris et de fait nous constatons qu'elle n'est même pas un territoire de plein droit et que sa population est de seconde zone. Il suffit de voir les conditions d'accueil du public à nos guichets !

Et l'on continue à se demander ce que ce département et nos services peuvent avoir à expier.

Alors même que les enjeux sont immenses, que les besoins – des particuliers comme des collectivités – le sont tout autant, nos services sont aujourd'hui en situation de rupture.

Nous ne cessons de le répéter, cette direction est en train de sombrer.

Ce sont avant tout les agents qui la portent à bout de bras et qui paient au quotidien les choix imposés. Comme l'ensemble des fonctionnaires, ils ont à faire face à la stigmatisation, à la remise en cause de leurs droits et de leurs garanties.

Comme l'ensemble des salariés ils voient, mois après mois, leur pouvoir d'achat diminuer et leurs conditions de vie s'aggraver. Et sans doute même plus que tous les autres compte tenu des conditions de vie au travail qu'ils rencontrent ici et à tous les niveaux, logement, restauration, transports.

Ce n'est tout de même pas tout à fait un hasard si notre direction est la moins attractive et celle qui cumule le taux de mobilité le plus important, le niveau d'arrêts maladie le plus élevé.

Ce n'est pas nous qui le disons mais l'interrégion et nous demandons communication de l'étude menée sur les effectifs en région Ile De France.

Ce n'est pas un hasard donc mais ce n'est pas non plus une fatalité ; simplement la conséquence du refus d'un véritable bilan et d'une véritable réflexion par rapport à la politique à déployer et aux moyens à mettre en œuvre pour répondre aux caractéristiques de notre département, tant au regard du tissu économique, social et fiscal du territoire qu'à celui des défis internes.

Ainsi et à titre d'exemple, la direction n'est plus en capacité de mener une véritable politique d'accueil et de formation des jeunes agents ; elle ne gère plus – et tant bien que mal - que des flux.

A, B ou C, chaque agent stagiaire est ici en difficulté et de plus en plus souvent en danger ; en tous les cas il n'est pas dans les mêmes conditions qu'ailleurs. Continuellement, des agents souhaitent avoir des informations pour muter.

Il y a là une démission, ou un déni, coupable de l'administration en même temps que l'on hypothèque l'avenir en terme de missions et de technicité.

Au delà, les services et leurs cadres avancent tant bien que mal, souvent livrés à eux-mêmes et les expédients sont de mise en toutes choses.

A quel prix les résultats affichés et quelle réalité dissimulent-ils ? La direction a décrété la « priorisation » des missions mais dans les faits la dictature des statistiques – elle - perdure et, au delà encore, les attentes des usagers croissent au fur et à mesure que le travail de gestion ne se fait plus.

Il en découle perte de cohérence et mise à mal de la cohésion des équipes de travail ; toutes choses largement accentuées par l'individualisation des parcours et les évolutions en matière d'évaluation/notation notamment.

Et que dire des reculs en terme de réflexion collective et de dialogue professionnel ?

Le malaise dans les services est criant. Aucune structure ni aucune mission ne sont épargnées.

De manière générale, les agents les plus fragiles sont les premières victimes de cette situation.

Nous vous alertons sur la multiplication des situations de détresse et sur l'accentuation des tensions.

Nous voterons CONTRE le « projet » présenté aujourd'hui car, totalement déconnecté des réalités. Il est profondément dangereux pour les agents, les services, les missions et les usagers.

Il faudrait sur le sujet de l'emploi bien plus qu'un CTL ; celui d'aujourd'hui comporte 11 points !

Il s'ouvre donc de manière inédite par rapport à son fonctionnement mais, hélas, n'augure en rien le changement pourtant indispensable en matière d'approche et de contenu effectif du dialogue social.

En témoigne également l'indigence des documents fournis sur le dossier emplois !

Compte tenu de la gravité de la situation, les organisations syndicales CGT, FO et USSTS du département ont décidé de pleinement s'inscrire dans la démarche de leurs organisations nationales et de porter au plus près de tous les services l'exigence de l'arrêt des suppressions d'emplois, la création de postes de titulaires, le renforcement de nos missions, l'amélioration de nos conditions de vie au travail et la revalorisation de nos rémunérations.

C'est aussi en ce sens que nous demandons au delà de la réunion d'aujourd'hui la mise en œuvre sur la direction d'un véritable état des lieux service par service, mission par mission.

Et c'est également en ce sens que nous vous demandons, même si les nouvelles règles ne prévoient plus l'expression du vote de l'administration, de vous exprimer avec nous contre le projet que vous nous soumettez.

Ou de nous expliquer en quoi il est pertinent et viable.